



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Halte-Garderie du Faubourg de Béthune

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association Halte-Garderie du Faubourg de Béthune
27 boulevard de Metz 59000 LILLE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ("private company limited by guarantee").

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
36 Rue Eugène Jacquet
59700 Marcq en Baroeul

Association Halte-Garderie du Faubourg de Béthune

27 boulevard de Metz 59000 LILLE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

À l'Assemblée Générale de l'association Halte-Garderie du Faubourg de Béthune,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Halte-Garderie du Faubourg de Béthune relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Changement de méthode comptable » de l'annexe qui expose le changement de méthode comptable relatif à la première application des règlements ANC n° 2022-06 et n° 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.



Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 11 juin 2026

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux comptes

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2025 au 31/12/2025

Association Halte garderie du Faubourg de Béthune
27 Boulevard de Metz

59000 LILLE

Bilan

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 553	1 553		195
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	4 945	3 875	1 071	515
	Autres immobilisations corporelles	43 381	33 767	9 615	9 285
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières				
	TOTAL (II)	49 879	39 194	10 685	9 995
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 562		1 562	887
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	166 574		166 574	111 570
	Charges constatées d'avance	195		195	207
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	140 537		140 537	163 017
	TOTAL (III)	308 868		308 868	275 681
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	358 747	39 194	319 553	285 676

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	229 048	230 789
	Excédent ou déficit de l'exercice	35 851	(1 742)
	Total des fonds propres (situation nette)	264 898	229 048
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	162	362
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	162	362
	Total des fonds propres	265 060	229 409
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		1 500
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		1 500
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 302	10 713
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	42 388	34 551
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	2	434
	Produits constatés d'avance	800	9 069
	Total des dettes (1)	54 493	54 767
	Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif		
	TOTAL PASSIF	319 553	285 676
	(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)	54 493	54 767
	(2) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	280	315
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	15 893	13 213
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	392 859	355 781
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		9 841
	Utilisations des fonds dédiés	1 500	
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	541	3
Total des produits d'exploitation		411 072	379 153
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	83 278	66 668
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	5 247	5 076
	Salaires	212 148	230 085
	Cotisations sociales	70 984	75 782
	Dotation aux amortissements et dépréciations	4 456	3 935
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	898	799
Total des charges d'exploitation		377 011	382 344
RESULTAT D'EXPLOITATION		34 060	(3 192)

Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

		31/12/2025	31/12/2024
RESULTAT D'EXPLOITATION		34 060	(3 192)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	1 791	2 417
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des produits financiers		1 791	2 417
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		1 791	2 417
RESULTAT COURANT avant impôts		35 851	(774)
	Produits exceptionnels		2 261
	Charges exceptionnelles		3 229
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(967)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		412 862	383 831
TOTAL DES CHARGES		377 011	385 573
EXCÉDENT ou DÉFICIT		35 851	(1 742)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		25 090	10 378
Bénévolat			
TOTAL		25 090	10 378
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		25 090	10 378
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL		25 090	10 378

Annexe

Annexe au Bilan

Préambule :

☐ Présentation de l'association – objet social

« L'Association Halte-garderie du faubourg de Béthune est une association loi 1901, agréée depuis le 12 décembre 1994 dont l'objet social, décrit dans les statuts est « de gérer et de développer une halte-garderie dans le quartier du Faubourg de Béthune à Lille, de promouvoir, de soutenir ou de participer à toute action ayant trait directement ou indirectement au domaine de la petite enfance, et à son environnement, afin de contribuer au mieux-être des enfants et d'accompagner les pratiques éducatives des parents, particulièrement auprès des publics les plus défavorisés et en souffrance sociale »

☐ Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La structure, a obtenu le premier agrément de la PMI à 15 places en accueil occasionnel en 1994.

L'agrément a été revu en janvier 2006 pour permettre l'accueil de 20 enfants âgés de 3 mois à 4 ans sur une amplitude d'ouverture de 45 heures.

Suite au déménagement dans les nouveaux locaux, la PMI a fixé un agrément provisoire à 16 enfants pour la période du 10 novembre 2023 au 4 février 2024.

La halte-garderie est habilitée à accueillir des enfants porteurs de handicap.

Elle est soutenue financièrement, pour réaliser ses missions par la Ville de Lille et la CAF.

☐ Description des moyens mis en œuvre

L'association est dotée de trois organes :

- L'assemblée générale, organe de délibération qui rend compte aux adhérents.
- Le conseil d'administration élu par l'assemblée générale qui administre et gère l'association
- Le bureau élu par le conseil d'administration pour assurer l'exécution des décisions du conseil

Les principaux moyens mis en œuvre par la structure pour réaliser ses activités sont :

☐ Moyens matériels

- Un immeuble mis à disposition par la ville de Lille au 27 Boulevard de Metz à LILLE.
- Du matériel de bureau et informatique

Annexe au Bilan

- Du mobilier de bureau et de puériculture
- Du petit équipement (lave-linge – sèche-linge – lave-vaisselle...)

☐ Moyens humains

L'effectif au 31 décembre 2025 se compose de :

- 1 directrice
- 1 éducatrice de jeunes enfants
- 1 infirmière
- 2 auxiliaires petite enfance
- 2 accompagnantes Educatif petite enfance, dont 1 en CDD de remplacement
- 1 psychomotricienne
- 1 animatrice
- 1 assistance de direction

Règles et Méthodes Comptables

Principes et méthodes comptables

Les présents comptes ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 modifié par le règlement 2022-06 du 4 novembre 2022, et au règlement ANC 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations énoncés par l'Autorité des normes comptables (ANC) , et de ses modifications engendrées par le règlement 2023-03 du 7 juillet 2023 ainsi qu'aux dispositions du code de commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre , à l'exception des incidences de la première application de l'ANC 2022-06 décrite ci dessous
- indépendance des exercices.

Changement de méthode comptable

Les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers ont modifié les précédents règlements et sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquence sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

L'application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03 génère les impacts suivants les comptes de l'exercice N :

- Présentation du bilan
 - les charges constatées d'avance étaient présentées sur une ligne séparée du bilan actif. Elles sont maintenant intégrées dans les créances
- Présentation du compte de résultat
 - la technique des transferts de charges n'existe plus
 - nouvelle définition du résultat exceptionnel, désormais limité aux opérations directement liées à un évènement majeur et inhabituel .

Règles et Méthodes Comptables

Postes concernés (ancien modèle)	Présentation ancien modèle	Présentation nouveau modèle
Transfert de charges (IJ prévoyance/assurance)	Produits d'exploitation	Directement en moins des charges d'exploitation
QP de subvention d'investissement virée au résultat	Produits exceptionnels	Produits de tiers financeurs
Salaires	Salaires et traitements	Salaires
Charges sociales et autres charges de personnel	Charges sociales	Cotisations sociales

Conformément à l'article 27 de l'ANC 2022-06, des reclassements entre les postes du bilan et du compte de résultat ont été effectués au titre de l'exercice N-1 et les transferts de charges de l'exercice N-1 sont présentés dans le poste "Reprises sur dépréciations, provisions et amortissements".

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **319 553** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **412 862** euros et un total **charges** de **377 011** euros, dégageant ainsi un **excédent de ressources** de **35 851** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été arrêtés par le conseil d'administration ce 7 mars 2026.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Règles et Méthodes Comptables

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Nature des biens immobilisés	Durée
Logiciels	5 ans
Matériels	de 3 à 5 ans
Install agenc amenag divers	5 ans
Mat.bureau & informatique	de 3 à 5 ans
Mobilier	de 3 à 10 ans

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Disponibilité

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

A la date d'arrêté des comptes par le conseil d'administration, les responsables de la gestion n'ont pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

Règles et Méthodes Comptables

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice.

AUTRES INFORMATIONS

Contributions volontaires en nature

Aucune contribution volontaire en nature n'est à valoriser concernant le bénévolat qui ne concerne que les fonctions électives des adhérents.

Les locaux occupés par la structure sont mis à disposition par la Ville de Lille pour un loyer annuel estimé à 25 090€.

Immobilisations

Règlement ANC 2022-06

Règlement ANC 2022-06		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	1 553					1 553
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 553					1 553
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	4 836		1 098		989	4 945
	Instal., agencement, aménagement divers	2 743					2 743
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	36 590		4 048			40 638
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		44 170		5 146		989	48 327
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations						
	Créances rattachées à des participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES						
TOTAL		45 722		5 146		989	49 879

Amortissements

			Durée ou taux	Mode d' amts	Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
						Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement							
	Donations temporaires d'usufruit							
	Autres				1 358	195		1 553
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				1 358	195		1 553
CORPORELLES	Terrains							
	Constructions sur sol propre							
	sur sol d'autrui							
	instal. agencement aménagement							
	Instal technique, matériel outillage industriels				4 321	542	989	3 875
	Autres Instal., agencement, aménagement divers				1 944	442		2 386
	Matériel de transport							
	Matériel de bureau, mobilier				28 104	3 277		31 381
Emballages récupérables et divers								
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES				34 369	4 261	989	37 642	
TOTAL					35 727	4 456	989	39 194

Créances et Dettes

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières			
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	1 562	1 562	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	24	24	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	164 296	164 296	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	2 254	2 254	
	Charges constatées d'avance	195	195	
	TOTAL DES CREANCES	168 331	168 331	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	11 302	11 302		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	15 373	15 373		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	26 129	26 129		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	886	886		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	2	2		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	800	800		
	TOTAL DES DETTES	54 493	54 493		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

Règlement ANC 2022-06	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	230 789	(1 742)			229 048
Excédent ou déficit de l'exercice	(1 742)	1 742	35 851		35 851
Situation nette	229 048		35 851		264 898
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	362			200	162
Provisions réglementées					
TOTAL	229 409		35 851	200	265 060

Variation des Subventions d'Investissement

	Subventions à la clôture 31/12/2024	Augmentation	Diminution	Subvention à la clôture 31/12/2025
Subventions d'investissement				
Subventions d'équipement	1 000			1 000
Autres subventions d'investissement				
Montant nominal	1 000			1 000
Quotes-parts virées au compte de résultat	638	200		838

Variation des Fonds Dédiés

Fonds dédiés clôture 31/12/2024	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés clôture 31/12/2025	
		Montant global	dont rembour- sements		Montant global	dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices

Subventions d'exploitation	1 500		1 500				
Ville de Lille - Caisse des écoles							
Contributions financières d'autres org.							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 500		1 500				

--

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			195
Maintenance / informatique		153	
Téléphone		43	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			195

Charges à payer

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Charges à payer		24 843
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		4 597
Fourn.fact non parvenues	4 597	
Dettes fiscales et sociales		20 246
Personnel congés à payer	14 483	
Personnel charges à payer	890	
Charges sociales sur cp	4 517	
Autres charges à payer	356	

Produits à recevoir

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025
Total des Produits à recevoir		165 200
Autres créances		165 200
Caf	150 545	
Ville de lille	13 279	
Msa	472	
Produits a recevoir	904	

Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION Subvention CDE Accueil Stagiaire 2025-2026		800	800
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			800

Concours publics et subventions

31/12/2025

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation			82 596	308 245	1 817	392 659
Subventions d'investissement						
TOTAL			82 596	308 245	1 817	392 659

Détail concours publics et subventions

Libellé	Concours publics	Subventions d'exploitation	Subventions d'investissement
Ville de Lille		78 097	
CAF PSU		176 279	
CAF FPT		5 560	
CAF Bonus mixité sociale		42 000	
CAF Journées pédagogiques		3 948	
CAF Bonus attractivité		19 400	
CAF Bonus inclusion handicap		1 057	
CAF Bonus CT G		60 000	
Caisse des écoles		4 499	
MSA PSU		1 817	
Totalisation		392 659	

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2025	31/12/2024
Dons en nature		
Prestations en nature		
Mise à disposition des locaux - Ville de Lille	25 090	10 378
Bénévolat	25 090	10 378
Total	25 090	10 378

Répartition par nature de charges	31/12/2025	31/12/2024
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Mise à disposition des locaux - Ville de Lille	25 090	10 378
Prestations	25 090	10 378
Personnel bénévole		
Total	25 090	10 378

Annexe libre

Ventilation des produits d'exploitation

Nature des ressources d'exploitation	Montant 2025	taux 2025	Montant 2024	taux 2024
Cotisations des adhérents	280	0%	315	0%
Participations des familles	15 850	4%	13 213	3%
Subventions	392 659	96%	355 781	94%
Aides Emplois	0	0%	4 430	1%
Amort QP subv invest	200	0%		
Transfert de charges formations	0	0%	3 114	1%
Transfert de charges frais de personnel	0	0%	2 281	1%
Utilisation fonds dédiés	1 500	0%	0	0%
Autres produits de gestion courante	584	0%	19	0%
TOTAL	411 072	99%	379 153	100%

Ventilation de l'effectif au 31 décembre 2025

- Cadre : 1
- Non cadres : 9

Rémunération des cadres dirigeants

En application de l'article 20 de la loi 2006-568 du 23 mai 2006 relative aux volontariats associatifs et à engagement éducatif, le montant des rémunérations brutes et avantages versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariées devrait être communiqué. Cette information n'est pas mentionnée dans la présente annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite.

Celle-ci a pu être évaluée au regard de l'effectif au 31 décembre 2025 à 8 064 € pour l'ensemble des

Annexe libre

salariés de l'association selon les hypothèses suivantes :

- Effectif provisionné : 9
- Age de départ volontaire du salarié : 67 ans
- Taux de charges sociales : 35%
- Taux d'actualisation retenu : 3.7%
- Taux de revalorisation : 3%
- Taux de turn over : 30%